

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 09/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

MAURIENNE ENROBES

LES FONTAGNEUX
73870 ST JULIEN MONT DENIS

Références : 20230109_RAP_MaurienneEnrobes-vf
Code AIOT : 0006104468

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement MAURIENNE ENROBES implanté LES FONTAGNEUX à ST JULIEN MONT DENIS (73 870). L'inspection a été annoncée le 28/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La précédente inspection courante s'est tenue sur site le 29/08/2017, dans le cadre du projet de modernisation des installations. De nombreux échanges se sont par la suite tenus entre l'exploitant et l'administration, sans qu'un acte administratif ne vienne acter formellement les modifications déployées ou statuer sur l'applicabilité au site des textes réglementaires parus entre-temps.

La présente inspection visait donc à faire un état des lieux de la situation réglementaire du site et à statuer sur celle-ci par la proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Par opportunité, cette inspection a couvert plus généralement l'ensemble des prescriptions qui ont vocation à s'appliquer au site à partir de 2023 et elle s'inscrit également dans le cadre d'une opération mise en place à l'échelle régionale par la DREAL en 2022, relative aux « audits électriques et foudre ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAURIENNE ENROBES
- LES FONTAGNEUX 73870 ST JULIEN MONT DENIS
- Code AIOT : 0006104468
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette installation est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/12/1978, qui comporte de par son ancienneté de nombreuses références obsolètes.

Dans le dernier « porté à connaissance » transmis à l'administration, daté du 19 décembre 2017, l'exploitant s'est positionné vis-à-vis des activités régulièrement exercées sur son site, ses projets d'évolution, joignant entre autres une étude de risques sanitaire sur laquelle l'Agence Régionale de Santé (ARS) a rendu un avis favorable daté du 2 juin 2020.

Entre-temps, la législation nationale a évolué puisque la rubrique 2521 relative aux stations d'enrobage fonctionnant à chaud, relevant du régime de l'Autorisation, a été modifiée par le décret n°2019-292 du 9 avril 2019 ; cette activité relève désormais du régime de l'enregistrement.

L'article 1er de l'arrêté ministériel 9 avril 2019 associé dispose que ses prescriptions générales s'appliquent « aux installations existantes qui en font la demande » et précise « Dans ce cas, les prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises demeurent applicables jusqu'à la date fixée par le préfet en réponse à cette demande ».

Or, l'exploitant a transmis une telle demande par courrier du 09/09/2019 à Monsieur le Préfet de la Savoie ; le présent rapport s'accompagne donc d'un projet de réponse à cette demande, qui substituera les prescriptions obsolètes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/12/1978 par celles, actualisée, de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 9 avril 2019 pour les centrales d'enrobage à chaud relevant du régime de l'enregistrement.

Il est proposé que cette réponse du Préfet prenne la forme d'un arrêté préfectoral complémentaire, qui viendra acter un nouveau tableau des activités exercées sur site au regard de la nomenclature des installations classée et qui intégrera les positionnements sollicités par l'exploitant dans son dernier porté-à-connaissance ; celles de ces activités qui relèvent du régime de la déclaration (avec ou sans contrôles périodiques) pourront être couvertes par cet acte, renvoyant aux arrêtés de prescriptions générales applicables, compte tenu qu'elles ont été sollicitées sur support papier avant le 31 décembre 2020.

Sans attendre que cette réponse soit formellement apportée, le présent rapport se positionne sur la conformité de l'installation vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 09/04/2019. Cette décision s'inscrit dans un cadre constructif afin de permettre aux réponses faites aux observations et non-conformités relevées d'être apportées vis-à-vis du texte applicable à réception du présent rapport, sans faire références à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/12/1978 et ses prescriptions obsolètes, qui restent administrativement opposables à la date de rédaction du présent rapport.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Outre la situation administrative du site, la visite d'inspection a eu pour objet de vérifier le respect des valeurs limites d'émission (VLE) atmosphérique en concentrations et flux, la suffisance des moyens de lutte contre l'incendie, les conditions de stockage de certaines matières premières ainsi que la périodicité des vérifications faites de ses installations par l'exploitant.

Par ailleurs, la visite d'inspection a permis de vérifier la périodicité des vérifications faites des installations électriques. La question de l'application des textes réglementaires sur les dispositifs de protection des agressions par la foudre a été posée en séance ; après analyse, il s'avère que les installations relevant de la rubrique 2521, sur un site ne relevant pas du régime de l'autorisation, ne sont pas assujettis aux articles 16 et suivants de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site produit du bitume entre les mois de mars et de novembre. Le site était à l'arrêt lors de l'inspection (fin de production le 2 décembre). L'arrêt hivernal permet le déploiement des travaux de maintenance.

La pénurie sur les matières premières et la crise de l'énergie de cette année 2022 a particulièrement impacté les bitumes français. L'exploitant a dû s'approvisionner en Italie ou en Espagne, sur des produits moins « calibrés » vis-à-vis de ses installations, ce qui a pu conduire à des émissions ponctuelles d'odeur et une augmentation des rejets atmosphériques.

La gestion des fraisâts à recycler et la rotation du stock associé a été appréciée pour s'assurer que leur recyclage est effectif sur le site. La situation a été jugée satisfaisante. L'exploitant a indiqué que les campagnes de concassage/ criblage et l'aire de transit dédié à ces opérations sont aujourd'hui réalisées au plus près du stockage. Cette indication pourra justifier, lors de la prochaine campagne de recyclage, de déposer une déclaration de modification, liée aux rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature ICPE, directement en ligne sur le site internet dédié (<https://psl.service-public.fr/>).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Tableau des activités (rubriques ICPE)	Code de l'environnement du 09/12/2015, article Articles L. 513-1 et R. 513-1	/	Prescriptions complémentaires	Sans objet

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.5	/	Sans objet
11	Eau – VLE pour rejet dans le milieu naturel.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions applicables aux installations existantes	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1er	/	Sans objet
3	Surveillance de l'installation.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.1	/	Sans objet
4	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Installations électriques, éclairage et chauffage.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.7	/	Sans objet
7	Rétention et isolement.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.10	/	Sans objet
8	Eau – Collecte des effluents.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.3	/	Sans objet
9	Eau – Points de rejets.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.4	/	Sans objet
10	Eau – Dispositif de traitement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.5	/	Sans objet
12	Air – Emissions dans l'air – Stockages	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.1	/	Sans objet
13	Air – Hauteur de cheminée.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.4	/	Sans objet
14	Air – VLE	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7	/	Sans objet
15	Surveillance des émissions – Air	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2	/	Sans objet
16	Surveillance des émissions – Eau	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.4	/	Sans objet
17	Surveillance des émissions sonores.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'une bonne maîtrise de son outil de production en termes de suivi des impacts et de réductions des nuisances.

La gestion du stock dédié au recyclage des fraisâts est satisfaisante.

Les rejets d'eaux pluviales vers le milieu naturel laisse une interrogation en suspend, qui devra être éclaircie dans les meilleurs délais en 2023.

La disponibilité en eau d'extinction sur le site appelle le déploiement de moyens de raccordement au réseau incendie, celui de réserves propres au site, ou un conventionnement avec le site voisin qui doit être formalisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions applicables aux installations existantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Porter-a-connaissance et demande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations nouvelles enregistrées à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Les dispositions du présent arrêté sont applicables, dans les conditions précisées en annexe I, aux installations existantes qui en font la demande. Dans ce cas, les prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises demeurent applicables jusqu'à la date fixée par le préfet en réponse à cette demande.
Constats : Par courrier du 9 septembre 2019 et conformément à l'article cité supra, l'exploitant a sollicité auprès de M. le préfet de la Savoie de pouvoir bénéficier de l'enregistrement au titre de la rubrique 2521 de la nomenclature ICPE, pour la centrale d'enrobage exploitée sur la commune de Saint-Julien-Montdenis. La présent rapport se propose d'apporter une réponse favorable à cette demande, ce qui rendra de facto applicable à cette installation l'ensemble des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 09/04/2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Tableau des activités (rubriques ICPE)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2015, article Articles L. 513-1 et R. 513-1
Thème(s) : Situation administrative, Porter-a-connaissance et demande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant « l'entrée en vigueur » du décret.</p> <p>« <i>Nota : Jusqu'au 31 décembre 2020, la demande prévue à l'article R. 512-52 du code de l'environnement et les informations mentionnées aux articles R. 512-54, R. 512-66-1, R. 512-68 et au présent article, dont la fourniture est demandée par voie électronique, peuvent être transmises sur support papier.</i> »</p>
<p>Constats : Dans son dernier porté à connaissance transmis à l'administration, daté du 19 décembre 2017, l'exploitant s'est positionné vis-à-vis des activités régulièrement exercées sur son site sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/12/1978 d'une part, ainsi que sur les modifications projetées (modernisation du tambour sécheur à reflux, du parc à liants, substitution du fioul lourd par du GPL) d'autre part.</p> <p>Afin de justifier du caractère notable mais non substantiel de ces modifications, l'exploitant y a joint un descriptif technique, une étude d'impact, une étude des dangers et une étude de risques sanitaire : cette dernière, complétée en dernier lieu en mai 2020, a fait l'objet d'un avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS) daté du 2 juin 2020 et « favorable au projet de modernisation présenté par Enrobés Maurienne ».</p> <p>Ces modifications, allant dans le sens d'une réduction globale des impacts, ont été déployées sur le site. Pourtant, la situation administrative du site reste celle décrite dans l'arrêté du 21/12/1978.</p> <p>A des fins de régularisation administrative, le tableau des activités du site (rubriques ICPE) serait à mettre à jour, d'une part pour tenir compte des évolutions de la réglementation en termes de régime et d'autre part pour intégrer les informations transmises par l'exploitant à M. le préfet.</p>
Observations : Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire (APC) est joint au présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 3 : Surveillance de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.1
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p>
Constats : La conduite d'exploitation est faite sous la surveillance directe du chef de poste.
Observations : Lors de l'inspection, ce dernier a fait montre d'une bonne aisance dans sa capacité à retrouver et à présenter les documents relatifs aux différents contrôles et suivi qui sont faits sur la centrale ; et demandés en séance par l'inspecteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.
Constats : Les consignes de sécurité/environnement sur les mesures à suivre en cas de déversement accidentel ou en cas d'incendie – explosion, vues et analysées en séances, ont été jugées satisfaisantes.
Observations : Compte tenu de la proximité des infrastructures autoroutière et ferroviaire de part et d'autre du site, il pourrait être opportun d'indiquer sur cette 2e fiche les numéros des services de régulation des gestionnaires associés : 04.79.05.18.34 (SFTRF) et 04.79.60.91.29 (SNCF).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment [...] des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie.</p> <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant deux heures. Au moins un point d'eau est en mesure de fournir, à lui seul, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant deux heures.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables aux moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un accès direct à un poteau d'incendie ou à une réserve d'eau d'extinction dédiée ; en revanche, il a évoqué une convention d'accès au poteau du site voisin dont la position vis-à-vis de l'installation Maurienne Enrobés respecte les distances réglementaires (moins de 100 mètres entre le point d'eau et l'installation).</p> <p>Observations : La convention évoquée apparaît ne pas avoir été formalisée à la date du contrôle. Elle doit être finalisée pour, outre l'accès à la ressource en eau, permettre à l'exploitant de s'assurer que le raccord sur ce poteau est normalisé et que les vérifications périodiques requises sont faites en matière de débit minimum (60 m³/h.), sous une pression d'un bar, durant deux heures. L'exploitant en transmettra une copie sous trois mois à l'inspection des installations classées. Dans ce même délai et à défaut de pouvoir formaliser ce document, l'exploitant devra proposer un échancier de mise en conformité de son site au regard de la défense incendie, par l'installation d'un dispositif (prise d'eau, poteau ou bouche d'incendie) normalisés sur le réseau incendie ou celle d'une réserve d'eau, réalimentée ou non, disponible pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Installations électriques, éclairage et chauffage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.
Constats : Le rapport de vérification électrique du 23/06/2022 a été analysé en séance ; il fait état de quatre écarts dont trois ont été corrigés suites à intervention les 8 et 9/07/2022, interventions qui sont correctement tracées dans le rapport lui-même.
Observations : L'écart restant vise un extincteur inadapté aux tensions mise en œuvre dans le poste HT et qui devra être changé (cette remarque n'est pas levée car la précédente campagne de vérification/remplacement des extincteurs qui date du 25/11/2021 est antérieure au rapport de vérification des installations électriques).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétention et isolement.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des eaux d'extinction d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Constats : Suite à la consultation du plan des réseaux, le dispositif d'obturation a pu être apprécié. Il est constitué d'une trappe guillotine manipulable par une clef, elle-même tenue à disposition dans le regard de chaussée dédié. Le fonctionnement de ce dispositif est testé régulièrement, selon une fréquence au minimum annuelle (dernièrement le 12/10/2022 – registre consulté).</p> <p>Observations : Le repérage de cette vanne d'isolement sur le regard associé est réalisé à l'aide d'une peinture verte, qui a été effacé par le passage répété des camions et mériterait d'être renouvelé et possiblement adapté (en termes de revêtement), pour garantir son maintien dans le temps. Le calcul relatif aux volumes de confinement (incluant les volumes des canalisations) n'a pas été présenté ni analysé. Il appartient à l'exploitant de le formaliser pour s'assurer de la suffisance de ses capacités de confinement en cas d'incendie sur une partie de l'installation non protégée par un bac de rétention. Cette note de calcul sera annexée au plan des réseaux et tenue à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Eau – Collecte des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, les dispositifs de traitement, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Constats : Le plan des réseaux de collecte des effluents a été présenté.</p> <p>Observations : Il est satisfaisant dans la mesure où il fait apparaître les ouvrages de collecte dont la présence a pu être constatée sur site, mais reste perfectible s'agissant de la matérialisation des secteurs collectés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Eau – Points de rejets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.
Constats : Il n'existe qu'un unique point de rejet des effluents dans le milieu naturel. L'accès à ce point n'est pas aménagé, mais il permet néanmoins les prélèvements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Eau – Dispositif de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sont équipées systématiquement d'un dispositif de décantation et d'un séparateur à hydrocarbures pour le traitement des eaux de ruissellement des zones revêtues ou dispositifs ayant la même fonctionnalité
Constats : Deux décanteurs/déshuileurs existent sur le site, et sont montés en série. Les dernières opérations de curage datent des 19/10/2022 et des 16/06/2021, mais n'ont pas systématiquement porté sur ces deux dispositifs.
Observations : Le décanteur/ déshuileur curé n'est pas systématiquement identifié sur le bon de curage. Une précision en ce sens pour garantir que chacun d'eux a fait l'objet d'une telle opération serait bienvenue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Eau – VLE pour rejet dans le milieu naturel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.9
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. Les valeurs limites évoquées au premier alinéa [pour rejet dans le milieu naturel] sont : <ul style="list-style-type: none">- Matières en suspension = 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j. ; 35 mg/l au-delà- DBO5 (sur effluent non décanté) = 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j. ; 30 mg/l au-delà- DCO (sur effluent non décanté) = 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j. ; 125 mg/l au-delà- Hydrocarbures totaux = 10 mg/l
Constats : Les effluents rejetés par le site concernent principalement les eaux pluviales potentiellement polluées après ruissellement sur les voiries et les aires étanches de dépotage. Ils représentent donc un volume assez faible. Les résultats du dernier prélèvement, réalisé le 15/09/2021, livrent les valeurs suivantes: <ul style="list-style-type: none">- Matières en suspension = 690 mg/l- DBO5 (sur effluent non décanté) < 24 mg/l- DCO (sur effluent non décanté) = 392 mg/l- Hydrocarbures totaux = 1,87 mg/l Les résultats du précédent prélèvement, réalisé le 26/02/2020, indiquaient les valeurs suivantes: <ul style="list-style-type: none">- Matières en suspension = 19 mg/l- DBO5 (sur effluent non décanté) < 3 mg/l- DCO (sur effluent non décanté) = 21 mg/l- Hydrocarbures totaux < 0,5 mg/l On note une détérioration très nette des valeurs suivies. La variation sur la MES peut être liée à un problème de prélèvement, mais la variation sur le paramètre DCO indique plus probablement un lessivage d'un savon ou d'un bituminant. L'écart avec les précédentes mesures étant manifeste, il appartient à l'exploitant de se positionner dans les meilleurs délais sur une nouvelle mesure, afin de caractériser la dérive de ces paramètres et de lancer les investigations associées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Air – Emissions dans l'air – Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.</p>
<p>Constats : Une précédente inspection (2011) avait fait état de stocks non maîtrisés de polypropylène, dont de nombreux éléments avaient été retrouvés disséminés sur le site. Le site est apparu exempt de telle dissémination lors de l'inspection objet du présent rapport.</p>
<p>Observations : L'exploitant indique qu'il s'agissait du polyéthylène, dont l'emploi a depuis cessé sur le site. Ces stockages ont donc été évacués.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Air – Hauteur de cheminée.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.</p> <p>Cette hauteur respecte les dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé.</p>
<p>Constats : La cheminée du site fait une hauteur d'environ 13 mètres (information PaC 2017). L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le calcul de hauteur de sa cheminée.</p>
<p>Observations : Il lui appartient de formaliser ce calcul conformément à l'annexe II de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé, qu'il tiendra à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7
Thème(s) : Risques chroniques, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La vitesse d'éjection des effluents gazeux en marche continue est au moins égale à 8 m/s.</p> <p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p> <p>1° Poussières totales = 50 mg/m³ 2° Monoxyde de carbone (CO) = 500 mg/m³ 3° Oxyde de soufre (SO₂) = 300 mg/m³ 4° Oxyde d'azote (Nox) = 350 mg/m³ 5° Composés organiques volatils - COV hors méthane = 110 mg/m³ si flux horaire < 2 g/h - COV CMR = 2 mg/m³ si flux horaire ≥ 10 g/h 6° Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) : voir 7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques = voir</p> <p>Constats : Le rapport des mesures faites en 2022 a été apprécié en séance.</p> <p>1° Poussières totales = 47,5 < 50 mg/m³ 2° Monoxyde de carbone (CO) = 16 < 500 mg/m³ 3° Oxyde de soufre (SO₂) = 73 < 300 mg/m³ 4° Oxyde d'azote (Nox) = 42,7 < 350 mg/m³ 5° Composés organiques volatils : - COV hors méthane : flux horaire = 186 g/h : situation conforme - COV CMR: flux horaire = 229 g/h et concentration = 2,2 mg/m³ > 2 mg/m³ : dépassement. 6° Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) : situation conforme 7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques : {benzo (a) pyrène + naphtalène} = 2,39 µg/Nm³ < 0,2 mg/Nm³</p> <p>Ces résultats traduisent une bonne maîtrise globale des rejets, avec un léger dépassement pour les COV (CMR) et une concentration de poussières (47,5 mg/m³) qui s'approche significativement de la valeur seuil fixée à 50 mg/m³. L'exploitant indique que le léger dépassement en COV proviens probablement de l'origine des bitumes, en lien avec les difficultés d'approvisionnement en 2022 (voir paragraphe 2.2). Pour les poussières, il indique que la précédente mesure faite en 2021 a relevé une concentration de 6 mg/m³ de poussière. Il précise que le traitement est fait par filtre à manche, lesquels sont testés à fréquence bi-annuelle avec de la fluorine pour détecter les fuites ; une telle élévation des poussières est révélateur d'un filtre à manche en fin de vie, qui sera changé lors de la maintenance technique de l'hiver 2022-2023.</p> <p>Observations : Les résultats atmosphériques de 2023 sont à surveiller et devraient refléter ce remplacement total du filtre.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 15 : Surveillance des émissions – Air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère dépassent au moins l'un des seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 6.6 du présent arrêté, le prélèvement et la mesure pour le paramètre concerné conformément aux dispositions ci-après.</p> <p>1° Poussières totales = Mesure annuelle si flux inférieur ou égal à 5 kg/h 2° Monoxyde de carbone (CO) = Mesure annuelle si flux inférieur ou égal à 50 kg/h 3° Oxyde de soufre (SO₂) = Mesure annuelle si flux inférieur ou égal à 150 kg/h 4° Oxyde d'azote (Nox) = Mesure annuelle si flux inférieur ou égal à 150 kg/h 5° Composés organiques volatils = Mesure annuelle si flux inférieur ou égal à 15 kg/h 6° Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) = spécial 7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques = spécial</p> <p>Constats : Le rapport des mesures faites en 2022 a été apprécié en séance. 1° Poussières totales = 2,04 kg/h < 5 kg/h 2° Monoxyde de carbone (CO) = 691 g/h < 50 kg/h 3° Oxyde de soufre (SO₂) = 3,155 kg/h < 150 kg/h 4° Oxyde d'azote (Nox) = 1,857 kg/h < 150 kg/h 5° Composés organiques volatils (COV Totaux) = 97,2 g/h < 15 kg/h</p> <p>Ainsi, la périodicité annuelle des mesures atmosphériques réalisée par l'exploitant est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Surveillance des émissions – Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.</p> <p>Constats : L'exploitant déclare assurer une surveillance de ces rejets selon une fréquence annuelle. Le dernier prélèvement effectué date du 15/09/2021. Le prélèvement au titre de l'année 2022 n'a pas été conduit (mais la présence du matériel nécessaire à ce prélèvement a été constatée). Ces prélèvements sont faits par le chef de poste de manière ponctuelle et non réalisés sur une durée de 24 heures.</p> <p>Observations : Ces prélèvements sont réglementairement requis, selon une fréquence mensuelle à semestrielle, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes. Les flux associés aux concentrations relevées pour les MES, DCO, DBO₅ et Hct apparaissent inférieurs aux valeurs indiquées à l'article 5.9 de l'arrêté du 09/04/2019, ; tant que ce constat est vérifié, le suivi annuel réalisé par l'exploitant ne le met pas en défaut par rapport aux fréquences plus contraignantes qui sont prescrites par l'article 9.4 de cet arrêté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Surveillance des émissions sonores.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, [...] la fréquence des mesures est annuelle ; si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;
Constats : Le rapport d'étude d'impact sonore du 03/10/2018 a été analysé en séance ; il indique que l'impact sonore de la société Maurienne Enrobés est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Par ailleurs, l'exploitant indique ne pas avoir reçu de signalements de riverains pour ce site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet